

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203572]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif aux centres et aux Fédérations de centres de planning et de consultation familiale et conjugale

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 183 à 218/22;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 292 à 319;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 novembre 2013;

Vu l'avis 55.824/2 du Conseil d'Etat donné le 9 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans la deuxième partie, Livre IV, Titre III, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, le Chapitre II, comportant les articles 292 à 317 est remplacé comme suit :

« CHAPITRE II. — *Centres de planning et de consultation familiale et conjugale*

Section 1^{re}. — Définitions

Art. 292. Pour l'application du présent chapitre, il convient d'entendre par :

1. ministre : le ministre qui a la Politique de la Santé et de l'Action sociale dans ses attributions;
2. centre de planning familial : le centre de planning et de consultation familiale et conjugale tel que visé à l'article 186 du Code décretaal.

Section 2. — Le projet de Centre de planning familial

Art. 293. Le centre de planning familial élabore un projet de centre visé à l'article 188 du Code décretaal dont le contenu se compose des parties suivantes :

1^o l'environnement du centre en termes territorial et institutionnel, comportant :

- a) la situation géographique du centre de planning familial, ses atouts par rapport à l'accessibilité et la mobilité
- b) l'attractivité du centre de planning familial,
- c) la population qui fréquente ou est susceptible de fréquenter le centre de planning familial,
- d) les types de demandes auxquelles le centre de planning compte répondre,
- e) la complémentarité du centre de planning avec d'autres acteurs de terrain territorialement proches;
- f) la description du réseau institutionnel dans lequel le centre de planning évolue;

2^o l'organisation générale du centre, comportant :

- a) l'organisation des missions;
- b) les ressources humaines;
- c) la gestion du personnel;
- d) sa localisation;
- e) sa situation financière;

3^o les objectifs stratégiques et opérationnels poursuivis, comportant :

- a) leurs définitions;
- b) leur déclinaison stratégique et opérationnelle;

4^o les actions et les moyens mis en œuvre pour assurer les objectifs visés au 3^o, comportant :

- a) la description des actions et des moyens;
- b) leur planification;

5^o le personnel et les moyens affectés aux actions;

6^o l'évaluation sous la forme d'indicateurs quantitatifs ou qualitatifs, comportant :

- a) la description de la méthode d'auto-évaluation du projet de centre de planning familial;
- b) la définition des indicateurs qualitatifs et quantitatifs.

Lorsque le centre de planning familial est également agréé en qualité de centre référent, le projet de centre contient des parties propres à chacun.

La diffusion des sources d'information disponibles en matière socio-démographique ou de santé auprès des centres de planning familial est organisée par l'administration chaque fois que de nouvelles données les concernant directement ou indirectement sont disponibles.

Le centre de planning familial agréé ou le centre référent agréé qui souhaite obtenir une modification de son agrément introduit une demande conformément aux articles 218/3 et suivants du Code décretaal, en y annexant une mise à jour de son projet de centre.

Section 3. — Activités des centres de planning familial

Sous-section 1^{re}. — Pôle accueil et gestion des demandes

Art. 294. Les modalités d'exercice de l'accueil et de la gestion des demandes sont définies par le centre de planning familial dans son projet de centre, de manière à démontrer qu'il respecte une répartition harmonieuse des prestations d'accueil en tenant compte du caractère prédominant du siège où se développe son activité principale.

Sous-section 2. — Pôle accompagnement pluridisciplinaire

Art. 295. La concertation pluridisciplinaire, visée à l'article 191 du Code décrétal, est organisée au moins deux fois par mois, dans le cadre d'une réunion de l'équipe pluridisciplinaire du centre de planning, selon les besoins de l'utilisateur.

La concertation pluridisciplinaire porte au moins sur les aspects suivants :

1° examiner toute demande qui requiert une concertation et orienter les demandes pouvant être prises en charge par plusieurs membres de l'équipe pluridisciplinaire ou par un service extérieur mieux adapté;

2° coordonner l'action des membres de l'équipe pluridisciplinaire;

3° suivre l'évolution des personnes prises en charge.

La concertation pluridisciplinaire fait l'objet d'un ordre du jour établi préalablement à sa tenue qui est transmis aux membres du personnel qui y participent et d'un procès-verbal, selon les modalités définies dans le projet de service.

Art. 296. Tous les trois mois, la concertation pluridisciplinaire porte sur l'organisation du centre de planning.

La concertation pluridisciplinaire fait l'objet d'une planification annuelle, d'une convocation comportant un ordre du jour et d'un procès-verbal diffusé à tous les membres du personnel du centre de planning familial selon les modalités définies dans le Projet de Centre de Planning familial.

Les décisions qui en découlent sont communiquées aux membres du personnel dans un délai d'un mois au plus.

Art. 297. Les procès-verbaux des réunions de concertation pluridisciplinaire sont conservés pendant cinq ans selon les modalités précisées dans le projet de centre de planning familial.

Sous-section 3. — Pôle information et éducation

Art. 298. Les objectifs prioritaires visés à l'article 195 du Code décrétal sont :

1° l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle;

2° l'accessibilité à la contraception;

3° la prévention des grossesses non souhaitées et le respect de la liberté de choix relatif à l'avortement.

Les publics prioritaires visés à l'article 195 du Code décrétal sont :

1° les jeunes de moins de 25 ans;

2° les personnes en difficulté sociale ou financière.

Art. 299. Les domaines d'études ou les diplômes visés à l'article 196 du Code décrétal sont les suivants :

1° les catégories visées à l'article 12, 4°, 5° et 6°, du décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles;

2° les domaines visés à l'article 31, 8°, 11° et 12°, du décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités.

La fonction psychologique est accessible au seul porteur du titre de psychologue conformément à la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue.

Sous-section 4. — Pôle communication

Art. 300. La concertation visée à l'article 197 du Code décrétal porte au moins sur :

1° la continuité de l'accessibilité à l'offre dans le temps et sur le territoire;

2° l'harmonisation des pratiques;

3° l'évaluation des actions mises en œuvre.

La concertation s'organise au minimum trois fois par an durant trois ans à dater de l'entrée en vigueur de la présente disposition.

À l'issue de la période visée à l'alinéa 2, le ministre peut décider de maintenir ou de réduire la fréquence des concertations sur la base d'une évaluation avec les fédérations de centres de planning familial visées à l'article 218/19 du Code décrétal.

Des procès-verbaux des concertations sont établis et tenus à la disposition de l'administration.

Les procès-verbaux sont conservés durant cinq ans.

Sous-section 5. — Obligations des centres de planning familial

Art. 301. La conclusion des contrats d'entreprise visée à l'article 201 du Code décrétal se réalise par le biais d'une convention écrite entre les pouvoirs organisateurs des centres de planning familial et le professionnel indépendant.

La convention stipule au minimum :

1° l'objet des prestations, notamment la tenue de séances d'animation;

2° la participation aux réunions pluridisciplinaires organisées dans le cadre de la concertation visée à l'article 191 du Code décrétal;

3° les honoraires des prestataires;

4° l'interdiction de réclamer à l'utilisateur des honoraires ou des coûts de prestation supérieurs aux tarifs prévus par les conventions liant les organismes assureurs aux prestataires agréés par les services de l'I.N.A.M.I. ou aux tarifs maximum fixés par le Gouvernement pour les autres consultations.

Art. 302. En fonction des besoins de l'utilisateur, peuvent notamment faire partie du réseau visé à l'article 206, § 1^{er}, du Code décrétal :

1° en matière de santé :

a) les établissements de soins visés par la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008;

b) les centres de télé-accueil visés par le Code décrétal;

c) les associations de santé intégrée visées par le Code décrétal;

d) les centres de coordination des soins et de l'aide à domicile visés par le Code décrétal;

e) les services de santé mentale visés par le Code décrétal;

f) les réseaux et les services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes visés par le Code décrétal;

g) les cercles de médecins généralistes visés par l'article 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les missions confiées aux cercles de médecins généralistes;

2° en matière de politique en faveur de la famille :

a) les espaces-rencontres dont les missions sont définies par le Code décrétal;

b) les centres de planning de consultation familiale et conjugale dont les missions sont définies par le Code décrétal;

c) les services d'aide aux familles et aux aînés visés par le Code décrétal;

3° en matière d'action sociale :

a) les centres publics d'action sociale visés par la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale;

b) les services d'insertion sociale visés à l'article 48, 1°, du Code décrétal;

c) les relais sociaux visés à l'article 48, 2°, du Code décrétal;

d) les maisons d'accueil, d'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales visés à l'article 66 du Code décrétal;

e) les institutions pratiquant la médiation de dettes visées à l'article 118 du Code décrétal;

f) les centres de service social visés à l'article 131 du Code décrétal;

g) les services d'aide sociale aux justiciables dont les missions sont définies à l'article 135 du Code décrétal;

4° en matière de politique en faveur des personnes étrangères ou d'origine étrangère, les services relatifs à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère visés à la deuxième partie, Livre II du Code décrétal;

5° en matière de politique en faveur des personnes handicapées, les services relatifs à l'intégration des personnes handicapées visés à la deuxième partie, Livre IV du Code décrétal;

6° en matière de politique en faveur des aînés, les services visés à la deuxième partie, Livre V du Code décrétal;

7° en matière de politique en faveur de l'enfance, de l'enseignement et de l'aide à la jeunesse, les services organisés ou agréés par le Gouvernement de la Communauté française en ces matières.

Art. 303. § 1^{er}. Le tarif maximum visé à l'article 208 s'élève à 20,14 euros par prestation.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'information ou d'animation à caractère collectif, le centre de planning familial module son tarif sans qu'il puisse être supérieur au prix de revient augmenté de 15 pour cent, à l'exception de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle en milieu scolaire pour laquelle la gratuité est toujours d'application.

Le tarif est inscrit dans la convention que le centre de planning familial conclut avec le service qui bénéficie de l'information ou de l'animation à caractère collectif.

Art. 304. Les normes minimales d'ouverture visées à l'article 211 du Code décrétal sont fixées à douze heures par semaine à concurrence de 48 semaines par an.

Le centre sera également accessible, sans rendez-vous, soit le soir une fois par semaine jusqu'à 19 h soit le samedi matin.

En dehors des heures d'ouverture, le centre de planning familial affiche à l'extérieur une information à destination du public mentionnant les éléments suivants :

1° un numéro de téléphone avec répondeur;

2° une adresse électronique;

3° les coordonnées de membres partenaires du réseau à même d'assurer la continuité et l'accessibilité de l'offre en qualité de centre de planning familial.

Art. 305. Le contenu minimal de la convention de partenariat visé à l'article 214, alinéa 2, du Code décrétal, porte sur :

1° l'identification des partenaires;

2° l'identification des besoins;

3° l'accessibilité aux locaux de l'antenne;

4° la période d'accessibilité;

5° les objectifs;

6° le public ciblé;

7° les modalités d'évaluation de la convention de partenariat au moins une fois par an;

8° la date de début de la convention, sa durée et les modalités de reconduction;

9° la signature de toutes les parties visées par la convention.

Art. 306. Le cadastre de l'offre de soins qui répertorie en détail l'ensemble des centres de planning familial agréés est édité sur le site portail de l'administration.

Le Ministre organise la communication du cadastre de l'offre de soins aux services et aux centres de référence selon les modalités les plus adaptées, dans les six mois de son édition.

Section 4. — Organisation de l'offre de services

Art. 307. Les thématiques visées à l'article 218 du Code décretaal sont les suivantes :

- 1° l'avortement;
- 2° la sexualité et le handicap.

Section 5. — Programmation et agrément

Sous-section 1^{re}. — Programmation

Art. 308. Les zones de soins visées à l'article 218/2 du Code décretaal sont définies comme suit :

1° Zone 01 Mouscron-Tournai-Ath :

Antoing, Ath, Belceil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warneton, Ellezelles, Estaimpuis, Flobecq, Fransnes-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly, Tournai.

2° Zone 02 La Louvière :

Binche, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Ecaussinnes, Enghien, Erquelines, Estinnes, La Louvière, Le Rœulx, Manage, Merbes-le-Château, Morlanwelz, Seneffe, Soignies.

3° Zone 03 Brabant :

Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Genappe, Grez-Doiceau, Hélécine, Incourt, Ittre, Jodoigne, La Hulpe, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain la Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize, Villers-la-Ville, Walhain, Waterloo, Wavre.

4° Zone 04 Huy-Waremme :

Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincent, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges.

5° Zone 05 Liège :

Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grace-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé.

6° Zone 06 Verviers :

Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

7° Zone 07 Mons :

Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, Lens, Mons, Quaregnon, Quevy, Quiévrain, Saint-Ghislain.

8° Zone 08 Charleroi :

Aiseau-Presles, Anderlues, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Gerpinnes, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Les Bons Villers, Lobbes, Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles, Thuin, Walcourt.

9° Zone 09 Namur :

Andenne, Assesse, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Fosses-la-Ville, Gembloux, Gesves, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namur, Ohey, Profondeville, Sambreville, Sombreffe, Anhée, Beauraing, Bièvre, Ciney, Dinant, Gedinne, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Onhaye, Rochefort, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir, Philippeville, Beaumont, Cerfontaine, Chimay, Couvin, Doische, Florennes, Froidchapelle, Momignies, Philippeville, Sivry-Rance, Viroinval.

10° Zone 10 Luxembourg :

Bastogne, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Fauvillers, Gouvy, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Léglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Nassogne, Neufchâteau, Paliseul, Rendeux, Sainte-Ode, Saint-Hubert, Tellin, Tenneville, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Wellin, Arlon, Attert, Aubange, Chiny, Etalle, Florenville, Habay, Martelange, Meix-devant-Virton, Messancy, Musson, Rouvroy, Saint-Léger, Tintigny, Virton.

Sous-section 2. — Agrément

Art. 309. La sous-section 2 s'applique au centre de planning familial et au centre de planning référent.

Art. 310. La demande d'agrément est introduite par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

Les éléments constitutifs qui concernent le plan des locaux et le règlement interne visés à l'article 218/3, deuxième alinéa, 4° et 5°, du Code décretaal qui ne peuvent pas être fournis au moment de l'introduction de la demande d'agrément, sont fournis, au plus tard, dans les six mois de l'octroi de l'agrément, sous peine de suspension de l'agrément.

Lorsque le dossier est incomplet, l'administration réclame les documents manquants.

L'administration accuse réception de la demande d'agrément dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier complet.

L'administration organise une inspection visant à évaluer de manière participative le projet de centre de planning familial dans un délai de trois mois à partir de l'introduction du dossier complet.

Les conclusions de l'inspection sont transmises dans le mois au pouvoir organisateur qui dispose d'un délai d'un mois pour y répondre.

Au terme de ce délai, l'administration transmet le dossier pour décision au ministre, accompagné des conclusions de l'inspection et, le cas échéant, de la réponse du pouvoir organisateur.

Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans un délai de deux mois.

Art. 311. Les modifications survenues au sein du centre de planning familial ou du centre référent et qui ont un impact sur le projet de centre en dehors du rapport annuel prévu à l'article 218/13 du code décretaal sont transmises à l'administration.

Le Ministre détermine le bien-fondé des modifications dans le respect des articles 183 à 218/22 du Code décretaal.

Art. 312. Le document qui octroie l'agrément au centre de planning familial identifie au moins le nombre d'équivalents temps plein sous statut ou sous contrat de travail.

Section 6. — Subventionnement

Art. 313. § 1^{er}. Le montant de l'enveloppe visée aux articles 218/6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, et 218/7 du Code décretaal s'élève à 62.500,00 euros par équivalent temps plein.

Le calcul de l'équivalent temps plein est établi selon les modalités horaires en vigueur dans chaque service.

Le forfait couvre la rémunération constituée des éléments suivants :

1^o les coûts salariaux en ce compris, outre la rémunération nette, les cotisations sociales, le pécule de vacances, la prime de fin d'année, l'allocation de foyer et de résidence;

2^o l'assurance-loi;

3^o les frais liés à la médecine du travail;

4^o la contribution de l'employeur pour l'octroi de chèques-repas, le cas échéant;

5^o l'intervention de l'employeur dans les frais de déplacement domicile - lieu de travail pour autant que les déplacements soient effectués par les transports en commun;

6^o la prise en charge des compléments de financement à charge de l'employeur dans le cadre des plans de résorption du chômage ou d'autres dispositifs;

7^o le pécule de départ à l'exception des coûts relatifs à un préavis non presté.

§ 2. Le montant de l'enveloppe visée aux articles 218/6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et 218/8 du Code décretaal, s'élève à 900,00 euros par équivalent temps plein.

§ 3. Le montant de l'enveloppe visée aux articles 218/6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, et 218/9 du Code décretaal, s'élève à 20.000,00 euros par équivalent temps plein.

Le forfait couvre les dépenses suivantes :

1^o les factures et honoraires des prestataires indépendants;

2^o les frais de mission des membres du personnel, incluant les frais de déplacement et de parking en Belgique, à concurrence des montants accordés aux membres du personnel de l'administration;

3^o les frais inhérents aux connexions et aux consommations téléphoniques et Internet;

4^o les frais de bureau dont notamment les produits d'entretien, les timbres, la documentation, les fournitures de bureau, le papier;

5^o les frais de buanderie, d'élimination des déchets, de secrétariat social, de gestion comptable;

6^o les frais de cotisation à une fédération de centres de planning agréés ainsi qu'à tout autre organisme en lien avec les missions des centres de planning;

7^o l'achat de matériel pour un montant maximum de cinq cents euros et pour autant que son usage soit lié à l'exercice des missions;

8^o les charges afférentes :

a) à l'occupation d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble, en ce compris les charges afférentes à l'occupation du bien telles que l'électricité, le chauffage, l'eau, le gaz, pour autant qu'elles résultent d'un contrat de bail en bonne et due forme pour les centres de planning locataires;

b) à l'amortissement ou aux travaux d'aménagement relatifs au bien immobilier acquis ou construit par un centre de planning familial tels que visés à l'article 218/6, § 2, du Code décretaal;

9^o les frais d'inscription à des colloques ou à des formations, les frais de déplacement et de séjour accordés sur la même base que ceux octroyés aux membres du personnel de l'administration;

10^o lorsque le coût de l'inscription au colloque ou à la formation dépasse la somme de cinq cents euros, ou lorsque le colloque ou la formation se déroule à l'étranger, l'accord préalable de l'administration est sollicité, accompagné du programme et d'un budget spécifique pour être pris en considération;

11^o les taxes diverses et les assurances ne concernant pas le personnel;

12^o les frais liés à l'information sur les activités du centre de planning familial et à la diffusion de celle-ci;

13^o les frais de formation et de supervision;

14^o les frais de cafétéria pour un maximum annuel de :

a) cent vingt-cinq euros pour les centres dont l'arrêté d'agrément mentionne moins de 1,6 équivalent temps plein;

b) deux cent cinquante euros pour les autres centres;

15^o l'entretien courant des locaux et les petites réparations.

Lorsque le bâtiment occupé par le centre de planning familial sert à d'autres activités que celles qui sont financées par la subvention, les charges sont réparties par le centre de planning familial soit en fonction du temps d'utilisation pour l'activité financée, soit en fonction de la surface requise pour celle-ci.

§ 4. L'amortissement de biens de type patrimonial qui ont une durée d'utilisation estimable de plus d'un an est admis au bénéfice des subventions en qualité de dépense de fonctionnement et calculé selon les règles suivantes :

1^o trente-trois ans pour les immeubles;

2^o dix ans pour le mobilier;

3^o trois ans pour le matériel informatique;

4^o cinq ans pour les autres équipements de bureau;

5^o trois ans pour les logiciels informatiques.

Le plan d'amortissement est pris en compte lorsqu'il apparaît dans la comptabilité.

A défaut, l'acquisition de matériel est exclue de la subvention.

§ 5. Ne sont en aucun cas pris en compte à charge des frais de fonctionnement :

1^o les frais de taxi;

2^o les frais de restaurant, de traiteur ou d'hôtellerie;

3^o les dépenses effectuées sous forme de forfait sans détail des prestations;

4^o l'achat de véhicules;

5^o les frais de représentation;

6^o le matériel médical, les consommables et toutes autres dépenses à charge de l'INAMI, à l'exception des pilules contraceptives qui ne sont pas totalement remboursées par l'INAMI;

7° le défraiement éventuel des volontaires;

8° les intérêts bancaires.

§ 6. Le seuil minimal visé à l'article 218/6, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, du Code décretaal est défini pour chaque centre dans son projet de centre.

Le forfait couvre les dépenses de personnel, à l'exclusion des dépenses de personnel subventionnées en vertu de l'article 218/6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du Code décretaal.

Le bénéfice des subventions octroyées sur la base du présent article pour des dépenses de personnel ne requiert aucune exigence de qualification de la part de du personnel.

§ 7. L'ensemble des montants ainsi calculés constitue une subvention forfaitaire.

Art. 314. Le mode de subventionnement est soumis à une première évaluation du Gouvernement deux ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Section 6. — Evaluation - Contrôle - Sanctions

Art. 315. § 1^{er}. Les centres transmettent le rapport d'activités par voie électronique à l'administration au plus tard le 1^{er} mars de l'année qui suit l'exercice.

§ 2. Tous les ans, pour le 1^{er} mars de l'année qui suit l'exercice, le centre de planning familial communique au Gouvernement le décompte récapitulatif des dépenses relatives à l'exercice de ses missions dont le contenu est fixé par le ministre.

Art. 316. Le centre adopte le plan comptable minimum normalisé arrêté en application de la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises. »

Art. 3. Dans la deuxième partie, Livre IV, Titre III du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, le Chapitre III, comportant l'article 317 est remplacé comme suit :

« CHAPITRE III. — Fédérations de centres de planning familial

Art. 317. Le Gouvernement procède tous les trois ans à un appel à projets concernant la promotion et la coordination d'actions spécifiques à destination des fédérations.

Les fédérations sélectionnées concluent une convention avec le ministre qui est approuvée par le Gouvernement.

La convention définit :

1° les objectifs poursuivis;

2° les modalités d'évaluation.

La convention est accompagnée, chaque année, d'un arrêté ministériel d'octroi de subvention qui spécifie les modalités d'utilisation de la subvention.

La convention prévoit la constitution d'un Comité de pilotage qui se réunit au moins une fois par an pour :

1° s'assurer que les objectifs sont atteints;

2° formuler des recommandations, notamment sur les montants, les orientations futures et la poursuite des conventions;

3° approuver en vue de la liquidation des subventions.

Le comité de pilotage se compose de :

4° d'un représentant du ministre qui en assure la présidence;

5° d'un représentant de l'administration;

6° des membres des fédérations ayant conclu une convention;

7° le cas échéant, d'un ou des experts désignés par le ministre. »

Art. 4. Dans la deuxième partie, Livre IV, Titre III, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, le chapitre IV, comportant l'article 318, est remplacé comme suit :

« CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

Art. 318. Par dérogation, les montants cumulés des enveloppes visées à l'article 218/6, § 1^{er}, alinéa 1, 1°, 2° et 3°, du Code décretaal pour les centres qui possèdent déjà un agrément au 31 décembre 2013 correspondent, au 1^{er} janvier 2014, au montant estimé le plus favorable selon les deux méthodes de calcul suivantes :

1° le montant est calculé sur la base des forfaits prévus à l'article 313;

2° le montant est calculé sur la base des frais de salariés, de prestataires indépendants et de fonctionnement notifiés en reprenant le montant le plus favorable durant les exercices 2010, 2011 et 2012, majoré de 2 pour cent par an jusqu'en 2014.

N° Agrément	Forfait 2014		N° Agrément	Forfait 2014		N° Agrément	Forfait 2014
8002	247 562,50 €		8047	158 440,00 €		8085	99 025,00 €
8006	247 994,25 €		8049	99 025,00 €		8086	341 312,50 €
8007	128 732,50 €		8057	335 815,98 €		8087	291 800,00 €
8008	247 562,50 €		8058	341 312,50 €		8089	99 025,00 €
8012	158 440,00 €		8059	99 025,00 €		8090	341 312,50 €
8013	198 050,00 €		8060	198 050,00 €		8092	252 190,00 €
8015	135 575,95 €		8061	390 825,00 €		8093	143 412,83 €
8016	222.482,50 €		8062	158 440,00 €		8094	198 050,00 €
8017	128 732,50 €		8065	158 440,00 €		8095	99 025,00 €
8018	198 050,00 €		8066	158 440,00 €		8096	158 440,00 €
8023	247 562,50 €		8067	128 732,50 €		8097	128 732,50 €
8024	201 657,07 €		8069	297 075,00 €		8098	128 732,50 €
8027	99 025,00 €		8070	158 440,00 €		8099	99 025,00 €
8028	128 732,50 €		8071	99 025,00 €		8100	128 935,08 €
8029	128 732,50 €		8073	129 811,21 €		8102	197 482,50 €
8030	198 050,00 €		8074	128 732,50 €		8103	158 440,00 €
8033	141 486,51 €		8075	198 050,00 €		8104	197 482,50 €
8035	198 050,00 €		8077	198 050,00 €		8105	99 025,00 €
8037	158 440,00 €		8078	312 743,77 €		8107	99 025,00 €
8038	158 440,00 €		8079	341 312,50 €		8108	99 025,00 €
8040	230 579,51 €		8081	198 050,00 €		8109	99 025,00 €
8041	158 440,00 €		8082	168 094,00 €		8110	99 025,00 €
8042	135 844,94 €		8083	266 800,00 €			
8043	128 732,50 €		8084	252 190,00 €			

A partir du 1^{er} janvier 2015, les montants calculés sur la base des forfaits prévus à l'article 313 sont indexés et majorés de 1 pour cent par an.

Les montants sont rattachés à l'indice-pivot 122,01 dont la base est celle de 2004 applicable au 1^{er} janvier 2013 et sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux règles prescrites par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Les deux alinéas précédents sont d'application durant cinq ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté. »

Art. 5. L'article 319 du Code réglementaire est abrogé.

Art. 6. Par dérogation, les membres de l'équipe pluridisciplinaire du personnel en fonction dans un centre de planning agréé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et qui ne disposent pas d'un des diplômes mentionnés à l'article 299 du Code réglementaire, inséré par le présent arrêté, sont autorisés à poursuivre l'exercice de leurs fonctions dans le même centre de planning.

Art. 7. Pour l'exercice 2014, l'octroi des subventions aux centres de planning agréés fait l'objet de deux avances.

La première avance est de 40 pour cent des subventions déterminées à la section 6 est liquidée pour le 31 mars, la seconde avance est de 40 pour cent pour le 30 juin.

La subvention est liquidée annuellement sur la base d'un calcul définitif qui tient compte des avances déjà versées.

Pour la liquidation du solde, un décompte récapitulatif est transmis à l'administration au plus tard le 1^{er} mars 2015.

Le solde notifié par l'administration est liquidé pour le 31 août 2015 au plus tard.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Art. 9. La Ministre de la Santé est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203572]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het Waalse Wetboek voor Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de centra voor levens- en gezinsvragen en federaties van centra voor levens- en gezinsvragen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, artikelen 183 tot 218/22;

Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikelen 292 tot 319;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 november 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 november 2013;

Gelet op het advies nr. 55.824/2 van de Raad van State, uitgebracht op 9 april 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.**Art. 2.** In het tweede deel, boek IV, titel III, van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, wordt hoofdstuk II, dat de artikelen 292 tot 317 inhoudt, vervangen als volgt:« Hoofdstuk II. — *Centra voor levens- en gezinsvragen**Afdeling 1. — Begripsomschrijving*

Art. 292. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1. Minister : de Minister bevoegd voor Gezondheid en Sociale Actie;

2. centrum voor gezinsplanning : het centrum voor levens- en gezinsvragen zoals bedoeld in artikel 186 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Afdeling 2. — Project van centrum voor gezinsplanning

Art. 293. Het centrum voor gezinsplanning werkt een project van centrum uit zoals bedoeld in artikel 188 van het decreetgevend deel van het Wetboek, waarvan de inhoud uit de volgende delen bestaat :

1^o zijn omgeving in territoriale en institutionele termen, met name :

a) zijn geografische ligging, zijn troeven inzake toegankelijkheid en mobiliteit,

b) zijn attractiviteit,

c) de bevolking die het bezoekt of zou kunnen bezoeken,

d) de types aanvragen waarop het van plan is in te gaan,

e) zijn complementariteit met andere dichtbij gevestigde terreinactoren;

f) de omschrijving van het institutioneel netwerk waarin het evolueert;

2^o zijn algemene organisatie, met name :

a) de organisatie van de opdrachten;

b) de menselijke hulpkrachten;

c) het personeelsbeheer;

d) zijn lokalisatie;

e) zijn financiële toestand;

3^o de nagestreefde strategische en operationele doelstellingen, met :

a) de definitie ervan;

b) de strategische en operationele declinatie ervan;

4^o de handelingen en middelen om de onder punt 3^o vermelde doelstellingen te halen, met :

a) de beschrijving van de handelingen en middelen;

b) de planning ervan;

5^o het personeel en de middelen bestemd voor de handelingen;6^o de evaluatie d.m.v. kwantitatieve of kwalitatieve indicatoren, met :

a) de omschrijving van de methode tot auto-evaluatie van het project van centrum voor gezinsplanning;

b) de definitie van de kwantitatieve en kwalitatieve indicatoren.

Als het centrum voor gezinsplanning ook als referentiecentrum erkend is, bevat het project van centrum delen die eigen zijn aan ieder van hen.

De verspreiding van de beschikbare informatiebronnen inzake sociodemografie of gezondheid bij de centra voor gezinsplanning wordt door de administratie georganiseerd telkens als nieuwe gegevens die hen rechtstreeks of onrechtstreeks betreffen, beschikbaar zijn.

Het erkende centrum voor gezinsplanning of het erkende referentiecentrum dat een wijziging van zijn erkenning wenst te verkrijgen dient een aanvraag in overeenkomstig de artikelen 218/3 en volgende van het decreetgevend deel van het Wetboek en voegt er een bijwerking van zijn project van centrum bij.

*Afdeling 3. — Activiteiten van de centra voor gezinsplanning**Onderafdeling 1. — Pool inontvangstneming en behandeling van de aanvragen*

Art. 294. De modaliteiten voor de inontvangstneming en de behandeling van de aanvragen worden door het centrum voor gezinsplanning in zijn project van centrum omschreven zodat aangetoond kan worden dat het zich houdt aan de harmonieuze verdeling van de opvangprestaties, rekening houdend met het doorslaggevend karakter van de zetel waar zijn hoofdactiviteit plaatsvindt.

Onderafdeling 2. — Pool multidisciplinaire begeleiding

Art. 295. Het multidisciplinair overleg bedoeld in artikel 191 van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt minstens twee keer per maand georganiseerd in het kader van een vergadering van de multidisciplinaire ploeg van het centrum voor gezinsplanning, al naar gelang van de behoeften van de gebruiker.

Het multidisciplinair overleg betreft minstens de volgende aspecten:

- 1° het onderzoek en de oriëntering van de aanvragen die ten laste genomen kunnen worden door verschillende leden van de multidisciplinaire ploeg of door een externe dienst die geschikter is;
- 2° de coördinatie van de actie van de leden van de multidisciplinaire ploeg;
- 3° de opvolging van de evolutie van de ten laste genomen personen.

Het overleg maakt het voorwerp uit van een agenda die vóór het houden ervan wordt bepaald en die overgemaakt wordt aan de personeelsleden die eraan deelnemen, en van notulen volgens de modaliteiten bedoeld in het dienstproject.

Art. 296. Het multidisciplinair overleg heeft om de drie maanden betrekking op de organisatie van het centrum voor gezinsplanning.

Het multidisciplinair overleg maakt het voorwerp uit van een jaarlijkse planning, van een oproeping met melding van een agenda en van notulen die aan alle personeelsleden van het centrum voor gezinsplanning worden overgemaakt volgens de modaliteiten waarin het project van centrum voorziet.

De daaruit voortvloeiende beslissingen worden binnen hoogstens één maand aan de personeelsleden meegedeeld.

Art. 297. De notulen van de overlegvergaderingen worden vijf jaar bewaard volgens de modaliteiten waarin het project van centrum voor gezinsplanning voorziet.

Onderafdeling 3. — Pool informatie en opvoeding

Art. 298. De prioritaire doelstellingen bedoeld in artikel 195 van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn :

- 1° opvoeding tot het relationele, affectieve en seksuele leven;
- 2° toegankelijkheid tot contraceptie;
- 3° preventie van ongewenste zwangerschappen en inachtneming van de vrijheid van keuze m.b.t. abortus.

De prioritaire doelgroepen bedoeld in artikel 195 van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn :

- 1° jongeren onder 25 jaar;
- 2° personen met sociale of financiële problemen.

Art. 299. De studiedomeinen of de diploma's bedoeld in artikel 196 van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn :

- 1° de categorieën bedoeld in artikel 12, 4°, 5° en 6°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;
- 2° de domeinen bedoeld in artikel 31, 8°, 11° en 12°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten.

De psychologische functie is slechts toegankelijk voor de drager van de titel van psycholoog overeenkomstig de wet van 8 november 1993 tot bescherming van de titel van psycholoog.

Onderafdeling 4. — Pool communicatie

Art. 300. Het overleg bedoeld in artikel 197 van het decreetgevend deel van het Wetboek betreft op zijn minst :

- 1° de continuïteit van de toegankelijkheid van het aanbod in de tijd en op het grondgebied;
- 2° de harmonisatie van de praktijken;
- 3° de evaluatie van de uitgevoerde acties.

Gedurende drie jaar, te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van deze bepaling, wordt minstens drie keer per jaar overleg gepleegd.

Na afloop van de periode bedoeld in het tweede lid kan de Minister beslissen het aantal overlegvergaderingen te behouden of te verminderen op grond van een evaluatie met de federaties van centra voor gezinsplanning bedoeld in artikel 218/19 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

De overlegvergaderingen zijn het voorwerp van notulen die ter inzage van de administratie gelegd worden.

De notulen worden bewaard gedurende vijf jaar.

Onderafdeling 5. — Verplichtingen van de centra voor gezinsplanning

Art. 301. Het sluiten van de ondernemingscontracten zoals bedoeld in artikel 201 van het decreetgevend deel van het Wetboek gebeurt via een geschreven overeenkomst tussen de inrichtende machten van de centra voor gezinsplanning en de zelfstandige vakman.

De overeenkomst voorziet op zijn minst in :

- 1° het voorwerp van de dienstenverleningen, met name het beleggen van animatievergaderingen;
- 2° de deelname aan de multidisciplinaire vergaderingen georganiseerd in het kader van het overleg bedoeld in artikel 191 van het decreetgevend deel van het Wetboek;
- 3° de honoraria van de dienstenverleners;
- 4° het verbod om hogere honoraria of dienstenverleningskosten aan de gebruiker op te leggen dan de tarieven bepaald bij de overeenkomsten waarbij de verzekeringsinstellingen gebonden zijn aan de door de RIZIV-diensten erkende dienstenverleners of dan de tarieven die door de Regering zijn vastgelegd voor de overige raadplegingen.

Art. 302. Naar gelang van de behoeften van de gebruiker kan het net bedoeld in artikel 206, § 1, van het decreetgevend deel van het Wetboek bestaan uit, ondermeer, :

- 1° inzake gezondheid:
 - a) de verzorgingsinrichtingen bedoeld in de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008;
 - b) de tele-onthaalcentra bedoeld in het decreetgevend deel van het Wetboek;
 - c) de geïntegreerde gezondheidsverenigingen bedoeld in het decreetgevend deel van het Wetboek;

d) de centra voor de coördinatie van thuiszorg en thuisdienstverlening bedoeld in het decreetgevend deel van het Wetboek;

e) de dienst voor geestelijke gezondheidszorg bedoeld in het decreetgevend deel van het Wetboek;

f) de zorg- en hulpverleningsnetten en -diensten gespecialiseerd in verslavingen bedoeld in het decreetgevend deel van het Wetboek;

g) de huisartsenkringen bedoeld in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 8 juli 2002 tot vaststelling van de opdrachten verleend aan huisartsenkringen;

2° inzake beleid ten gunste van het gezin:

a) de « espaces-rencontres » waarvan de opdrachten bij het decreetgevend deel van het Wetboek bepaald worden;

b) de centra voor levens- en gezinsvragen waarvan de opdrachten bij het decreetgevend deel van het Wetboek bepaald worden;

c) de diensten voor hulpverlening aan de gezinnen en senioren, bedoeld in het decreetgevend deel van het Wetboek bepaald;

3° inzake sociale actie :

a) de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bedoeld in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

b) de diensten voor sociale insluiting bedoeld in artikel 48, 1°, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

c) de sociale contactpunten bedoeld in artikel 48, 2°, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

d) de opvangtehuizen, het onderbrengen en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen zoals bedoeld in artikel 66 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

e) de instellingen voor schuldbemiddeling bedoeld in artikel 118 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

b) de centra voor maatschappelijk werk bedoeld in artikel 131 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

g) de diensten voor forensisch welzijnswerk waarvan de opdrachten worden omschreven in artikel 135 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

4° inzake beleid ten gunste van de vreemdelingen of de personen van buitenlandse herkomst, de diensten betreffende de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst, bedoeld in het tweede deel, Boek II, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

5° inzake beleid ten gunste van de gehandicapte personen, de diensten betreffende de integratie van gehandicapte personen, bedoeld in in Deel 2, Boek IV, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

6° inzake beleid ten gunste van de senioren, de diensten bedoeld in deel 2, Boek V, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

7° inzake beleid ten gunste van de kinderen, het onderwijs voor en hulpverlening aan de jeugd, de diensten georganiseerd of erkend door de Franse Gemeenschapsregering in die aangelegenheden.

Art. 303. § 1. Het maximumtarief bedoeld in artikel 208 bedraagt 20,14 euro per prestatie.

§ 2. Wanneer het gaat om informatie of animatie met een gemeenschappelijk karakter, past het centrum voor gezinsplanning zijn tarief aan zonder dat het hoger mag zijn dan de kostprijs vermeerderd met 15 %, met uitzondering van de opvoeding tot het relationele, affectieve en seksuele leven in schoolmilieu, die steeds gratis is.

Het tarief wordt opgenomen in de overeenkomst die het centrum voor gezinsplanning sluit met de dienst die in aanmerking komt voor informatie of animatie met een gemeenschappelijk karakter.

Art. 304. De minimale openingsnormen bedoeld in artikel 211 van het decreetgevend Wetboek zijn vastgelegd op twaalf uren per week en 48 weken per jaar.

Het centrum is ook zonder afspraak toegankelijk, hetzij één keer per week tot 19 uur, hetzij zaterdagochtend.

Buiten de openingstijden plakt het centrum voor gezinsplanning buiten informatie aan voor het publiek, meer bepaald :

1° een telefoonnummer, met antwoordapparaat;

2° een elektronisch adres;

3° de personalia van leden partners van het netwerk die kunnen zorgen voor de continuïteit en de toegankelijkheid van het aanbod inzake kwaliteit van het centrum voor gezinsplanning.

Art. 305. De minimale inhoud van de partnerschapsovereenkomst bedoeld in artikel 214, tweede lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek betreft :

1° de identificatie van de partners;

2° de identificatie van de behoeften;

3° de toegankelijkheid van de lokalen van de antenne;

4° de toegankelijkheidsperiode;

5° de doelstellingen;

6° het doelpubliek;

7° de modaliteiten voor de evaluatie van de partnerschapsovereenkomst, minstens één keer per jaar;

8° de begindatum van de overeenkomst, de duur ervan en de verlengingsmodaliteiten;

9° de handtekening van alle partijen betrokken bij de overeenkomst.

Art. 306. Het kadaster van het zorgaanbod dat het geheel van de erkende centra voor gezinsplanning omstandig inventariseert, wordt bekendgemaakt op het portaal van de website van de administratie.

Binnen zes maanden na de bekendmaking van het kadaster van het zorgaanbod organiseert de Minister de communicatie ervan aan de diensten en aan de referentiecentra volgens de meest geschikte modaliteiten.

Afdeling 4. — Organisatie van het dienstenaanbod

Art. 307. De thematieken bedoeld in artikel 218 van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn :

1° abortus;

2° seksualiteit en handicap.

Afdeling 4. — Programmering en erkenning

Onderafdeling 1. — Programmering

Art. 308. De zorgzones bedoeld in artikel 218/2 van het decreetgevend deel van het Wetboek worden bepaald als volgt :

1° Zone 01 Moeskroen-Doornik-Aat :

Antoing, Aat, Belœil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Komen-Waasten, Elzele, Estaimpuis, Vloesberg, Frasnes-lez-Anvaing, Lessen, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Moeskroen, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly, Doornik.

2° Zone 02 La Louvière :

Binche, 's-Gravenbrakel, Chapelle-lez-Herlaimont, Ecaussinnes, Edingen, Erquelines, Estinnes, La Louvière, Le Rœulx, Manage, Merbes-le-Château, Morlanwelz, Seneffe, Zinnik.

3° Zone 03 Brabant :

Bevekom, Eigenbrakel, Kasteelbrakel, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Genappe, Grez-Doiceau, Hélécine, Incourt, Itter, Geldenaken, Terhulpen, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nijvel, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwijs, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubeke, Villers-la-Ville, Walhain, Waterloo, Waver.

4° Zone 04 Hoei-Borgworm :

Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannuit, Héron, Hoei, Lincet, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Borgworm, Wasseiges.

5° Zone 05 Luik :

Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Luik, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Wezet.

6° Zone 06 Verviers :

Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Liernoux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

7° Zone 07 Bergen :

Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbeke, Lens, Bergen, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain.

8° Zone 08 Charleroi :

Aiseau-Présles, Anderlues, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Gerpinnes, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Les Bons Villers, Lobbes, Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles, Thuin, Walcourt.

9° Zone 09 Namen :

Andenne, Assesse, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Fosses-la-Ville, Gembloux, Gesves, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namen, Ohey, Profondeville, Sambreville, Sombreffe, Anhée, Beauraing, Bièvre, Ciney, Dinant, Gedinne, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Onhaye, Rochefort, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir, Philippeville, Beaumont, Cerfontaine, Chimay, Couvin, Doische, Florennes, Froidchapelle, Momignies, Philippeville, Sivry-Rance, Viroinval.

10° Zone 10 Luxemburg :

Bastenaken, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Fauvillers, Gouvy, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Léglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Nassogne, Neufchâteau, Paliseul, Rendeux, Sainte-Ode, Saint-Hubert, Tellin, Tenneville, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Wellin, Aarlen, Attert, Aubange, Chiny, Etalle, Florenville, Habay, Martelange, Meix-devant-Virton, Messancy, Musson, Rouvroy, Saint-Léger, Tintigny, Virton.

Onderafdeling 2. — Erkenning

Art. 309. Onderafdeling 2 is van toepassing op het centrum voor gezinsplanning en op het referentiecentrum.

Art. 310. De erkenningsaanvraag wordt ingediend door elk middel dat vaste datum aan de zending verleent.

De bestanddelen betreffende het plan van de lokalen en het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 218/3, tweede lid, 4° en 5°, van het decreetgevend deel van het Wetboek die niet overgelegd kunnen worden bij de indiening van de erkenningsaanvraag worden uiterlijk binnen zes maanden na de toekenning van de erkenning verstrekt, op straffe van opschorting van de erkenning.

Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt de administratie de ontbrekende documenten op.

De administratie bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag binnen een termijn van tien dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het volledige dossier.

De administratie organiseert een inspectie om het project van centrum voor gezinsplanning op participerende wijze te evalueren binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de indiening van het volledige dossier.

De conclusies van de inspectie worden binnen één maand overgemaakt aan de inrichtende macht, die over een maand beschikt om ze te beantwoorden.

Na afloop van die termijn maakt de administratie het dossier samen met de conclusies van de inspectie en, in voorkomend geval, het antwoord van de inrichtende macht voor beslissing aan de Minister over.

De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van twee maanden.

Art. 311. De wijzigingen die zich binnen het centrum voor gezinsplanning en het referentiecentrum hebben voorgedaan en die een weerslag hebben op het project van centrum buiten het jaarverslag waarin artikel 218/13 van het decreetgevend deel van het Wetboek voorziet, worden aan de administratie gericht.

De Minister bepaalt de gegrondheid van de wijzigingen met inachtneming van de artikelen 183 tot 218/22 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Art. 312. Het document op grond waarvan de erkenning aan het centrum voor gezinsplanning verleend wordt, vermeldt op zijn minst het aantal voltijds equivalenten onder statuut of onder arbeidscontract.

Afdeling 6. — Subsidiëring

Art. 313. § 1. De enveloppe bedoeld in de artikelen 218/6, § 1, eerste lid, 1°, en 218/7 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedraagt 62.500,00 euro per voltijds equivalent.

Het voltijds equivalent wordt berekend volgens de uurmodaliteiten van kracht in elke dienst.

Het forfaitair bedrag dekt de bezoldiging, die uit de volgende elementen bestaat :

1° de loonkosten, inclusief, behalve de nettobezoldiging, de sociale bijdragen, het vakantiegeld, de eindejaarspremie, de haard- en standplaatsvergoeding;

2° de wetverzekering;

3° de onkosten i.v.m. de arbeidsgeneeskunde;

4° de bijdrage van de werkgever voor de toekenning van maaltijdcheques, in voorkomend geval;

5° de tegemoetkoming van de werkgever in de reiskosten tussen woon- en werkplaats voor zover gebruik wordt gemaakt van het openbaar vervoer;

6° de tenlasteneming van financieringscomplementen voor rekening van de werkgever in het kader van de plannen inzake de werkloosheidsbestrijding of van andere stelsels;

7° het vertreggeld, met uitzondering van de kosten i.v.m. een niet gepresteerd vooropzeg.

§ 2. De enveloppe bedoeld in de artikelen 218/6, § 1, eerste lid, 2°, en 218/8 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedraagt 900,00 euro per voltijds equivalent.

§ 3. De enveloppe bedoeld in de artikelen 218/6, § 1, eerste lid, 3°, en 218/9 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedraagt 20.000,00 euro per voltijds equivalent.

Het forfaitair bedrag dekt de volgende uitgaven :

1° de facturen en honoraria van de zelfstandige dienstverleners;

2° de zendingskosten van de personeelsleden, inclusief de reis- en parkeerkosten in België, ten belope van de bedragen toegekend aan de personeelsleden van de administratie;

3° de kosten i.v.m. telefoon- en internetverbindingen en -verbruik;

4° de kantoorkosten, o.a. voor onderhoudsproducten, zegels, documentatie, kantoorbenodigdheden, papier;

5° wasserijkosten, kosten voor de verwijdering van afval, voor sociaal secretariaat, voor boekhoudkundig beheer;

6° de kosten m.b.t. de bijdrage aan een federatie van erkende planningscentra, alsook aan elke andere instelling i.v.m. de opdrachten van de planningscentra;

8° de aankoop van materieel voor een maximumbedrag van vijfhonderd euro, voor zover het gebruik ervan in verband staat met de uitoefening van de opdrachten;

8° de lasten i.v.m. :

a) het bewonen van een gebouw of een gebouwgedeelte, met inbegrip van de lasten i.v.m. het gebruik van het goed (stroom, verwarming, water, gas), voor zover ze voor de hurende planningscentra voortvloeien uit een huurovereenkomst in goede en behoorlijke vorm;

b) de afschrijving of de inrichtingswerken betreffende het onroerende goed aangekocht of gebouwd door een erkend centrum voor gezinsplanning, zoals bedoeld in artikel 218/6, § 2, van van het decreetgevend deel van het Wetboek;

9° de kosten voor de inschrijving op colloquia of vormingen, de reis- en verblijfkosten toegekend op dezelfde grond als die toegekend aan de personeelsleden van de administratie;

10° wanneer de kosten van het colloquium of van de vorming hoger zijn dan vijfhonderd euro of wanneer het colloquium of de vorming in het buitenland plaatsvindt, moet de voorafgaande toestemming van de administratie aangevraagd worden en vergezeld gaan van het programma en van een specifieke begroting om in aanmerking te worden genomen;

11° de diverse taksen en de verzekeringen die niet betrekking hebben op het personeel;

12° de kosten i.v.m. informatie over de activiteiten van het centrum voor gezinsplanning en de verstrekking ervan;

13° de vormings- en supervisiekosten;

14° de cafetariakosten voor een jaarlijks maximumbedrag van :

a) honderdvijftig euro voor de centra waarvan het erkenningsbesluit minder dan 1,6 voltijds equivalent vermeldt;

b) tweehonderdvijftig euro voor de overige centra;

15° het gewone onderhoud van lokalen en kleine herstellen.

Als het gebouw dat door het centrum voor gezinsplanning gebruikt wordt dient voor andere activiteiten dan die welke door de subsidie gefinancierd worden, worden de lasten door het centrum voor gezinsplanning opgesplitst ofwel naar gelang van de tijd die uitgetrokken wordt voor de gefinancierde activiteit, ofwel naar gelang van de daarvoor vereiste oppervlakte.

§ 4. De afschrijving van goederen van het patrimoniale type met een schatbare gebruiksduur van meer dan één jaar komt als werkingskosten in aanmerking voor het voordeel van de toelagen en wordt berekend als volgt :

1° drieëndertig jaar voor de onroerende goederen;

2° tien jaar voor het meubilair;

3° drie jaar voor het informaticamateriaal;

4° vijf jaar voor de overige kantooruitrustingen;

5° drie jaar voor software.

Het afschrijvingsplan wordt pas in aanmerking genomen als het in de boekhouding opgenomen is.

Zoniet komt de aankoop van materiaal niet in aanmerking voor de toelage.

§ 5. Volgende kosten worden in geen geval als werkingskosten in aanmerking genomen :

1° kosten voor taxiritten;

2° restaurant-, traiteur- of overnachtingskosten;

3° de uitgaven verricht in de vorm van een forfaitair bedrag zonder detail van de prestaties;

4° de aankoop van voertuigen;

5° de vertegenwoordigingskosten;

6° het medische materiaal, voor consumptie geschikte goederen en elke uitgave ten laste van het RIZIV, met uitzondering van de anticonceptiepillen die niet helemaal terugbetaald worden door het RIZIV;

7° de eventuele terugbetaling van vrijwilligers;

8° bankinteressen.

§ 6. De minimale drempel bedoeld in artikel 218/6, § 1, tweede lid, 1°, van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt voor elk centrum in zijn project van centrum bepaald.

Het forfaitair bedrag dekt de personeelsuitgaven, met uitsluiting van de personeelsuitgaven gesubsidieerd krachtens artikel 218/6, § 1, eerste lid, 1°, van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Om in aanmerking te komen voor de op basis van dit artikel toegekende toelagen voor personeelsuitgaven worden geen kwalificatievereisten aan het personeel opgelegd.

§ 7. Het geheel van de aldus berekende bedragen vormt een vaste toelage.

Art. 314. De wijze van subsidiëring wordt twee jaar na de inwerkingtreding van dit besluit onderworpen aan een eerste evaluatie van de Regering.

Afdeling 6. — Evaluatie, controle en sancties

Art. 315. § 1. De centra richten het activiteitenverslag langs de elektronische weg aan de administratie uiterlijk 1 maart van het jaar na het boekjaar.

§ 2. Het centrum voor gezinsplanning richt jaarlijks voor 1 maart van elk jaar na het boekjaar aan de Regering de samenvattende afrekening van de uitgaven betreffende het boekjaar van zijn opdrachten waarvan de inhoud door de Minister wordt bepaald.

Art. 316. Het centrum neemt het genormaliseerde minimaal boekhoudplan aan dat is vastgelegd overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen. »

Art. 3. In het tweede deel, boek IV, titel III, van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, wordt hoofdstuk III, dat artikel 317 inhoudt, vervangen als volgt:

« Hoofdstuk III : Federaties van centra voor gezinsplanning

Art. 317. De Regering doet om de drie jaar een oproep tot projecten betreffende de bevordering en de coördinatie van specifieke acties voor de federaties.

De geselecteerde federaties sluiten met de Minister een overeenkomst die door de Regering goedgekeurd wordt.

De overeenkomst bepaalt :

1° de nagestreefde doelstellingen;

2° de evaluatiemodaliteiten.

De overeenkomst gaat jaarlijks vergezeld van een ministerieel subsidiëringsbesluit waarin de modaliteiten tot aanwending van de toelage vastliggen.

De overeenkomst voorziet in de oprichting van een sturingscomité dat minstens één keer per jaar vergadert om :

1° zich ervan te vergewissen dat de doelstellingen gehaald zijn;

2° aanbevelingen te formuleren, met name i.v.m. de bedragen, de toekomstige oriëntaties en de voortzetting van de overeenkomsten;

3° goedkeuring te verlenen met het oog op de uitbetaling van de toelagen.

Het sturingscomité bestaat uit :

4° een vertegenwoordiger van de Minister die er het voorzitterschap van waarneemt;

5° een vertegenwoordiger van de administratie;

6° de leden van de federaties die een overeenkomst gesloten hebben;

7° desgevallend, één of meer deskundigen aangewezen door de Minister. »

Art. 4. In het tweede deel, boek IV, titel III, van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, wordt hoofdstuk IV, dat artikel 318 inhoudt, vervangen als volgt :

« Hoofdstuk 4. — *Overgangsbepalingen*

Art. 318. Bij wijze van afwijking stemmen de gecumuleerde bedragen van de enveloppes bedoeld in artikel 218/6, § 1, eerste lid, 1°, 2° en 3°, van het decreetgevend deel van het Wetboek op 1 januari 2014, voor de centra die op 31 december 2013 al over een erkenning beschikken, overeen met het bedrag dat het gunstigste geacht wordt op basis van de twee volgende berekeningsmethodes :

1° het bedrag wordt berekend op basis van de forfaitaire bedragen waarin artikel 313 voorziet;

2° het bedrag wordt berekend op basis van de meegedeelde kosten voor loontrekkenden, kosten voor zelfstandige dienstverleners en werkingskosten, waarbij het gunstigste bedrag gedurende de boekjaren 2010, 2011 en 2012, verhoogd met 2 procent per jaar tot in 2014, in aanmerking genomen wordt.

Nr. Erkenning	Forfaitair bedrag 2014		Nr. Erkenning	Forfaitair bedrag 2014		Nr. Erkenning	Forfaitair bedrag 2014
8002	247 562,50 €		8047	158 440,00 €		8085	99 025,00 €
8006	247 994,25 €		8049	99 025,00 €		8086	341 312,50 €
8007	128 732,50 €		8057	335 815,98 €		8087	291 800,00 €
8008	247 562,50 €		8058	341 312,50 €		8089	99 025,00 €
8012	158 440,00 €		8059	99 025,00 €		8090	341 312,50 €
8013	198 050,00 €		8060	198 050,00 €		8092	252 190,00 €
8015	135 575,95 €		8061	390 825,00 €		8093	143 412,83 €
8016	222.482,50 €		8062	158 440,00 €		8094	198 050,00 €
8017	128 732,50 €		8065	158 440,00 €		8095	99 025,00 €
8018	198 050,00 €		8066	158 440,00 €		8096	158 440,00 €
8023	247 562,50 €		8067	128 732,50 €		8097	128 732,50 €
8024	201 657,07 €		8069	297 075,00 €		8098	128 732,50 €
8027	99 025,00 €		8070	158 440,00 €		8099	99 025,00 €
8028	128 732,50 €		8071	99 025,00 €		8100	128 935,08 €
8029	128 732,50 €		8073	129 811,21 €		8102	197 482,50 €
8030	198 050,00 €		8074	128 732,50 €		8103	158 440,00 €
8033	141 486,51 €		8075	198 050,00 €		8104	197 482,50 €
8035	198 050,00 €		8077	198 050,00 €		8105	99 025,00 €
8037	158 440,00 €		8078	312 743,77 €		8107	99 025,00 €
8038	158 440,00 €		8079	341 312,50 €		8108	99 025,00 €
8040	230 579,51 €		8081	198 050,00 €		8109	99 025,00 €
8041	158 440,00 €		8082	168 094,00 €		8110	99 025,00 €
8042	135 844,94 €		8083	266 800,00 €			
8043	128 732,50 €		8084	252 190,00 €			

Vanaf 1 januari 2015 worden de bedragen die berekend worden op basis van de forfaitaire bedragen waarin artikel 313 voorziet, geïndexeerd en verhoogd met 1 percent per jaar.

De bedragen worden gekoppeld aan de spilindex 122,01 waarvan de basis die van 2004 is die toepasselijk is op 1 januari 2013 en aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

De twee vorige leden zijn van toepassing gedurende vijf jaar, te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit. »

Art. 5. Artikel 319 van het regelgevend deel van het Wetboek wordt opgeheven.

Art. 6. Bij wijze van afwijking mogen de leden van de multidisciplinaire ploeg van het personeel die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit tewerkgesteld zijn in een erkend centrum voor gezinsplanning en die niet beschikken over één van de diploma's bedoeld in artikel 299 van het besluit hun functies verder uitoefenen in hetzelfde centrum voor gezinsplanning.

Art. 7. Voor het boekjaar 2014 is de toekenning van de toelagen aan de erkende centra voor gezinsplanning het voorwerp van twee voorschotten.

Het eerste voorschot, dat gelijk is aan 40 percent van de toelagen bedoeld in afdeling 6, wordt voor 31 maart betaald en het tweede, dat gelijk is aan 40 percent, voor 30 juni.

De subsidie wordt jaarlijks uitbetaald op grond van een definitieve berekening waarin rekening wordt gehouden met de reeds gestorte voorschotten.

Voor de betaling van het saldo wordt uiterlijk 1 maart 2015 een samenvattende afrekening aan de administratie overgemaakt.

Het door de administratie meegedeelde saldo wordt uiterlijk 31 augustus 2015 gestort.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2014.

Art. 9. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX